Conseil d'Etat - Raad van S. -
LEGISLATION - - Wetgeving
L.
12. JUIL. 1965
Transmis à AE. 1 - Coordination
Overgemaakt aan de K.

L

IR. L. 9270/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 26 mars 1965, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif aux changements de noms patronymiques et de prénoms" , a donné le 16 juin 1965 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 26e maart 1965 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de veranderingen van geslachtsnamen en van voornamen", heeft de 16e juni 1965 het volgend advies gegeven :

C.E.
Sortie
12-7-65

L'article 1er du projet soumis à l'avis du Conseil d'Etat a pour objet de remplacer le titre II de la loi du 11 germinal an XI par des dispositions nouvelles qui tendent à permettre désormais non seulement le changement de nom mais également le changement de prénoms et à préciser les conditions et les modalités des changements de nom ou de prénoms.

L'article 2 adapte à ces dispositions nouvelles les articles du Code des droits d'enregistrement, de greffe et d'hypothèque relatifs à ces matières.

Le projet soulève les observations suivantes :

I. A l'intitulé et dans le dispositif, il serait préférable de remplacer l'expression "nom patronymique" par le mot "nom", qui est seul utilisé dans les dispositions du Code civil relatives aux actes de l'état civil (voir notamment les articles 34, 57, 71, 73, 76, 79, etc ...).

II. Le projet, qui modifie des dispositions fiscales, doit être proposé et contresigné non seulement par le Ministre de la Justice, mais également par le Ministre des Finances.

III. Au moment où la loi que le projet modifie a été émise, les lois ne portaient qu'une seule date : celle de leur adoption par le Corps législatif; pour la loi en question, cette date est le 11 germinal an XI; la date du 21 germinal an XI est celle de la promulgation et ne doit pas être indiquée; de même, il est dépourvu d'utilité de faire suivre l'indication de la date de la loi selon le calendrier républicain, qui était le seul officiel à cette époque, de l'indication de la date correspondante du calendrier grégorien.

IV. A l'article 4 nouveau de la loi du 11 germinal an XI, il serait nécessaire de prévoir que l'autorisation de changer de nom ou de prénoms est subordonnée à un intérêt légitime dans le chef de celui qui fait la demande.

D'autre part, il résulte des explications fournies par les fonctionnaires compétents que l'intention du Gouvernement n'est pas que l'arrêté royal d'autorisation soit publié par extrait, mais qu'il en soit simplement fait mention au Moniteur belge.

Compte tenu de ces observations, le Conseil d'Etat propose le texte suivant pour l'article 4 :

"Article 4.-

Le Roi peut, en cas d'intérêt légitime, autoriser toute personne qui en fait la demande motivée, à changer son nom ou ses prénoms.

Il est fait mention au Moniteur belge de l'arrêté royal autorisant un changement de nom ou de prénoms".

V. Le début de l'article 5 pourrait être rédigé comme suit :

"Pendant un délai de six mois à dater de la publication prévue à l'article 4, le Roi peut ... ".

VI. A l'article 6, alinéa 2, il devrait être prévu que l'arrêté royal statuant sur l'opposition sera motivé.

.../...

VII. Si le Gouvernement se rallie à la rédaction proposée pour l'article 4, alinéa 2, une rédaction analogue devrait être adoptée pour l'article 7.

VIII. Le premier alinéa de l'article 9 traduirait mieux les intentions du Gouvernement s'il était rédigé comme suit :

"Dans le mois de la remise de l'expédition de l'arrêté à l'officier de l'état civil, celui-ci le transcrit par extrait sur ses registres".

IX. Afin d'assurer une concordance aussi complète que possible entre les différents actes de l'état civil qui peuvent concerner le ou les bénéficiaires d'un arrêté d'autorisation de changer de nom ou de prénoms, il serait utile de prévoir à l'article 10 que l'officier de l'état civil qui a procédé à la transcription de cet arrêté sur ses registres, en informera les autres officiers de l'état civil intéressés, selon les indications qui lui seront fournies à ce sujet par l'impétrant.

Afin que l'intéressé connaisse avec certitude la date à partir de laquelle il peut faire usage de ses nouveaux nom ou prénoms, il serait utile également de prévoir que l'officier de l'état civil avise l'intéressé de la date à laquelle il a procédé à la transcription.

.../...

X. Selon les déclarations des fonctionnaires compétents, la personne qui a obtenu une autorisation de changer de nom ou de prénoms peut, à son gré et quand il lui plaît, soit requérir l'enregistrement et la transcription de l'arrêté royal d'autorisation, soit ne pas faire usage de ces facultés.

Dans ces conditions et bien que le dernier alinéa de l'article 253 nouveau du Code des droits d'enregistrement, de greffe et d'hypothèque, tel que le projet tend à l'établir, se borne à reprendre textuellement sa rédaction originelle, le Conseil d'Etat observe qu'il est anormal que le fait pour le bénéficiaire de ne faire usage de son autorisation qu'après un certain temps le rende passible d'une amende.

Si, pour des raisons dont le Gouvernement est juge, il estime qu'il y a lieu de prévoir une majoration du droit en cas d'enregistrement après l'expiration d'un certain délai, mieux vaudrait rédiger la disposition comme suit :

"Lorsque l'enregistrement est requis après l'expiration des délais ci-dessus, le droit est porté au double".

XI. Le projet devrait être complété par un article prévoyant l'abrogation de :

1° l'article 2 du décret des 19-23 juin 1790 qui abolit la noblesse héréditaire et les titres de prince, duc, comte, marquis, et autres semblables;

.../...

2° l'arrêté du 19 nivôse an VI portant des mesures pour la stricte exécution de la loi du 6 fructidor an II, relative aux noms et prénoms des citoyens;

3° le décret du 20 juillet 1808 concernant les juifs qui n'ont pas de noms de famille et de prénoms fixes.

XII. L'ensemble de la matière réglée par le décret du 6 fructidor an II et par la loi du 11 germinal an XI pourrait être refondu en un texte unique nouveau, qui abrogerait les dispositions anciennes. Ce procédé permettrait d'adapter ces dispositions aux lois plus récentes et aux dénominations actuelles de certaines fonctions ou institutions prévues notamment dans le titre premier de la loi du 11 germinal an XI; il permettrait en outre, tout en harmonisant ces diverses dispositions entre elles, d'en établir la version légale néerlandaise, qui n'existe pas actuellement.

Artikel 1 van het ontwerp waarover 's Raads advies wordt gevraagd, heeft tot doel titel II van de wet van 11 germinal jaar XI te vervangen door nieuwe bepalingen krachtens welke het voortaan mogelijk zal zijn niet alleen de naam maar ook de voornamen te veranderen; tevens strekt het ertoe de voorwaarden en de nadere regelen voor naams- of voornaamsverandering te bepalen.

Door artikel 2 worden de desbetreffende artikelen van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten overeenkomstig de nieuwe bepalingen veranderd.

Bij het ontwerp is het volgende op te merken :

I. In het opschrift en in de artikelen ware het beter de term "geslachtsnaam" te vervangen door "naam"; alleen die term is gebruikt in de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek betreffende de akten van de burgerlijke stand (zie onder meer de artikelen 34, 57, 71, 73, 76, 79, enz...).

II. Het ontwerp wijzigt ook bepalingen inzake belastingen en moet derhalve niet alleen door de Minister van Justitie maar mede door de Minister van Financiën voorgedragen en ondertekend worden.

III. Ten tijde dat de door het ontwerp gewijzigde wet tot stand kwam, hadden de wetten maar één datum, die waarop de wetgever ze had goedgekeurd. Voor de onderhavige wet is dat 11 germinal jaar XI; 21 germinal jaar XI, datum van afkondiging, hoeft niet te worden vermeld. Ook heeft het geen nut na de datum volgens de republikeinse kalender, die destijds de enige officiële was, het equivalent uit de Gregoriaanse kalender te vermelden.

IV. In het nieuwe artikel 4 van de wet van 11 germinal jaar XI zou moeten worden bepaald, dat toestemming om van naam of voornamen te veranderen alleen wordt verleend als de aanvrager van een wettig belang doet blijken.

Ook blijkt uit de toelichting die door de bevoegde ambtenaren werd verstrekt, dat de Regering niet bedoelt dat het koninklijk besluit dat de toestemming geeft, bij uittreksel moet worden bekendgemaakt, maar dat het gewoon in het Belgisch Staatsblad moet worden vermeld.

Met inachtneming van deze opmerkingen wordt voorgesteld, artikel 4 als volgt te lezen :

"Artikel 4.-

De Koning kan, indien er een wettig belang is, eenieder die daartoe een met redenen omkleed verzoek doet, toestemming geven tot het veranderen van zijn naam of voornamen.

In het Belgisch Staatsblad wordt melding gemaakt van het koninklijk besluit dat toestemming tot naams- of voornaamsverandering geeft".

V. Het begin van artikel 5 kan als volgt worden gelezen :

"Gedurende een termijn van zes maanden te rekenen van de in artikel 4 bedoelde bekendmaking kan de Koning ...".

.../...

VI. In artikel 6, tweede lid, zou moeten worden bepaald dat het koninklijk besluit dat op het verzet beschikt, met redenen omkleed moet zijn.

VII. Stemt de Regering in met de voor artikel 4, tweede lid, voorgestelde lezing, dan zou artikel 7 in dezelfde zin moeten worden geredigeerd.

VIII. Het eerste lid van artikel 9 zou de bedoeling van de Regering beter weergeven, indien het als volgt werd gesteld :

"Binnen een maand nadat de uitgifte van het besluit aan de ambtenaar van de burgerlijke stand is ter hand gesteld, schrijft deze het bij uittreksel in zijn registers over".

IX. Om een zo volledig mogelijke overeenstemming te bereiken tussen de onderscheiden akten van de burgerlijke stand die betrekking kunnen hebben op de begunstigde(n) van een besluit dat toestemming tot naams- of voornaamsverandering geeft, ware het nuttig in artikel 10 te bepalen, dat de ambtenaar van de burgerlijke stand die bewust besluit in zijn registers heeft overgeschreven, daarvan aan de overige betrokken ambtenaren van de burgerlijke stand kennis geeft volgens de aanwijzingen welke verzoeker hem daaromtrent verstrekt.

.../...

Opdat de betrokkene met zekerheid weet van welke datum af hij zijn nieuwe naam of voornamen mag gebruiken, ware het ook nuttig te bepalen, dat de ambtenaar van de burgerlijke stand hem kennis geeft van de datum waarop hij de overschrijving heeft verricht.

X. Naar de bevoegde ambtenaren hebben verklaard, kan degene die toestemming tot naams- of voornaamsverandering heeft verkregen, naar goeddunken en wanneer het hem belieft al dan niet vorderen dat het koninklijk besluit dat de toestemming geeft, wordt geregistreerd en overgeschreven.

Onder die omstandigheden en ofschoon het laatste lid van het nieuwe artikel 253 van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, zoals het ontwerp dat bedoelt vast te stellen, zich beperkt tot het overnemen van zijn oorspronkelijke redactie, acht de Raad van State het ongewoon, dat een geldboete wordt opgelegd aan de begunstigde die eerst na een bepaalde termijn van de gegeven toestemming gebruik maakt.

Als de Regering, om redenen waarover zij alleen beslist, meent dat het recht moet worden verhoogd wanneer de registratie plaatsheeft na verloop van een bepaalde termijn, zou de bepaling beter als volgt worden gelezen :

"Wordt de registratie gevorderd na het verstrijken van de hiervoren bepaalde termijnen, dan wordt het recht verdubbeld".

.../...

XI. Het ontwerp zou moeten worden aangevuld met een artikel tot opheffing van :

1° artikel 2 van het decreet van 19-23 juni 1790 "qui abolit la noblesse héréditaire et les titres de prince, duc, comte, marquis, et autres semblables";

2° het besluit van 19 nivôse jaar VI "portant des mesures pour la stricte exécution de la loi du 6 fructidor an II, relative aux noms et prénoms des citoyens";

3° het decreet van 20 juli 1808 "concernant les juifs qui n'ont pas de noms de famille et de prénoms fixes".

XII. De gehele stof van het decreet van 6 fructidor jaar II en van de wet van 11 germinal jaar XI kan worden verwerkt tot één nieuwe tekst, die de oude bepalingen zou opheffen. Deze kunnen dan worden aangepast aan de wetten van jongere datum en aan de huidige benamingen van sommige ambten of instellingen, onder meer bedoeld in titel I van de wet van 11 germinal jaar XI. Ook zou het daarmee mogelijk worden, die diverse bepalingen onderling in overeenstemming te brengen en bovendien de rechtsgeldige Nederlandse tekst op te maken, die alsnog ontbreekt.

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS,
de Heren :

E,
ELIN,

D,

N,

IZE,

tre la ver-
version néer-
ée sous le
NS.
présenté par
ur général.

De kamer was samengesteld uit

premier président,
eerste voorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
bijzitters van de
afdeling wetgeving,

greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.E. JOACHIM, auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) G. DE LEUZE.

(s) J. SUETENS.